



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 13 décembre 2021

Nombre de conseillers en exercice : 33

Extrait de la délibération affiché le **17 décembre 2021**.

L'an deux mille vingt et un, **le treize décembre à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 7 décembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle La Minot à la Maison de l'Enfance et de la Famille, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Étaient présents : 31

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Christel **BOUBERT**, Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Patrick **DENISE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Éric **LE FEVRE**, Edith **LEROUX**, Nicolas **BERTIN**, Isabelle **CREVEL**, Thierry **GOUMENT**, Jean-Luc **HEBERT**, Jean-Pierre **LAURENT**, Aurélien **LECACHEUR**, Aline **MARECHAL**, Catherine **OMONT**, Aliko **PERENDOUKOU**, Virginie **VANDAELE**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**, Virginie **LAMBERT**, Nicole **LANGLOIS**, Arnaud **LECLERRE**, Agnès **MONTRICHARD**.

Excusés ayant donné pouvoir : 2

Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE** donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Sandrine **VEERAYEN** donne pouvoir à Catherine OMONT

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 13 décembre 2021

2021.12/179

INTERCOMMUNALITÉ - CONVENTION DE SERVICES PARTAGÉS ENTRE LA COMMUNAUTÉ URBAINE LE HAVRE SEINE MÉTROPOLE ET LA VILLE DE MONTIVILLIERS - AVENANT n°6 – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Jérôme DUBOST, Maire. - La ville de Montivilliers et Le Havre Seine Métropole ont décidé de maintenir des relations contractuelles établies par une première convention de services partagés le 17 décembre 2002 et renouvelée le 20 décembre 2005. Cette convention vise à assurer une bonne organisation des services en direction de la population de Montivilliers. Le maintien de ces liens contractuels permet de gagner en efficacité, en sécurité juridique, financière et technique.

Une seconde convention entre ces deux entités a été adoptée le 19 mars 2009 pour des motifs identiques. Arrivée à son terme le 31 décembre 2016, une nouvelle convention a été signée pour la période 2017-2022.

Il est nécessaire d'établir un avenant n°6 à la convention de services partagés conclue avec la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole pour la période 2017-2022 pour tenir compte de l'actualisation annuelle des frais de rémunération des services partagés.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le budget primitif de l'exercice 2021 ;

VU la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

VU la loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;

VU la loi 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale ;

VU la loi 2015-991 du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération n°2017.02/13 de la ville de Montivilliers, en date du 27 février 2017, autorisant la signature de la convention de services partagés 2017-2022 avec Le Havre Seine Métropole;

VU la délibération n°2020.01/09 de la ville de Montivilliers, en date du 27 janvier 2020, autorisant la signature de l'avenant n°4 de la convention de services partagés 2017-2020 ;

CONSIDÉRANT

- La nécessité de procéder à l'actualisation annuelle des frais de rémunération des services partagés, supportés par la ville de Montivilliers dans le cadre de la convention de services partagés conclue avec la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole pour la période 2017-2022

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'autoriser** Monsieur Le Maire à signer l'avenant numéro n°6 à la convention de services partagés conclue avec la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole pour la période 2017-2022, tel que joint à la présente délibération.

Imputations budgétaires

Exercice 2020

Budget principal

Imputation : 70848

Sous-fonction et rubriques : 810

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMES.

Pour : 33

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.